



Syndicat CGT du Conseil Départemental de Moselle

Hôtel du Département - CS 11096 - 57036 METZ Cedex 1
Bureau 129, Préfecture (1^{er} étage)
03 87 37 57 94 (Interne : 455.794) – cgt.cgt@moselle.fr

Monsieur le président du
Conseil Départemental de Moselle
Hôtel du Département
CS 11096
57030 METZ Cedex 1

Metz, le 14 novembre 2024

Objet : *Projet de loi de finance 2025*

LETTRE OUVERTE

Monsieur le président,

Depuis des années les gouvernements successifs se sont appliqués à casser les services publics, à dégrader nos conditions de travail et geler nos salaires. Le nouveau gouvernement et son ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, entendent maintenant imposer des restrictions budgétaires aux collectivités territoriales et faire payer les agents publics, ceux-là mêmes qui font tourner tous les services utiles à la population.

Si le projet du gouvernement était appliqué, les collectivités ayant plus de 40 millions d'euros de fonctionnement, se verraient prélever des recettes. Selon l'estimation réalisée par Intercommunalité de France, cela représenterait 18 324 343 € de moins pour le Conseil Départemental de Moselle, c'est-à-dire selon nos calculs 366 emplois équivalent temps plein.

Outre la poursuite du gel de la valeur du point d'indice, la suppression de la GIPA, les attaques portées contre le statut général des fonctionnaires, le gouvernement porte de nouvelles attaques à l'encontre des droits sociaux des agents : avec un passage d'un à trois jours de carence et le passage de 100 % à 90% du maintien de la rémunération dès le 4^{ème} jour du congé maladie. Pour faire des économies sur notre dos, le gouvernement cherche à diviser les travailleurs du public et du privé en se cachant derrière une soi-disant « lutte contre l'absentéisme », sans aucune prise en compte des motifs et des causes, sans prendre en compte par exemple la destruction des moyens de prévention, de la dégradation des conditions de travail.

Ces mesures interviennent dans un contexte où les transferts de compétences vers les collectivités territoriales et notamment les départements se sont multipliés sans moyen financier et qu'une crise socio-économique impacte durement les classes populaires.

Les agents restent toujours en première ligne, toujours sous payés, toujours moins nombreux pour faire toujours plus ! Aujourd'hui, force est de constater que l'attractivité n'y est pas (rémunération, évolution de carrière, conditions de travail, complexité des procédures, etc.), peu postulent et de nombreux collègues envisagent de travailler ailleurs.

Comme nous l'avons fait lors du comité social territorial du 7 novembre, nous vous posons la question : comment feriez-vous demain pour que le département puisse remplir ses missions de service public sans dégrader nos conditions de travail ? Selon le *Républicain Lorrain*, vous vous seriez dit « *confiant mais pas béat* » suite à la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, comptez-vous donc exiger de son gouvernement le retrait de son plan d'austérité ?

Les agents du département refusent de servir de variable d'ajustement et de payer la crise. La CGT les appellera à se mobiliser, dès le 5 décembre, par la grève et les manifestations dans l'unité la plus large, pour défendre leurs intérêts et imposer d'autres choix.

Veuillez agréer, Monsieur le président, nos sincères salutations.

Gaël DIAFERIA et Julie WILHELM,
Co-secrétaires CGT CD 57